

Le Coût de la FAIM en AFRIQUE



L'incidence sociale
et économique de
la sous-nutrition
chez l'enfant en
Égypte, en Éthiopie,
au Swaziland, et en
Ouganda



Résumé de projet

Présenté au Conseil d'administration du PAM,
Novembre 2013



l'Union africaine



NEPAD
TRANSFORMER L'AFRIQUE



Programme Alimentaire Mondial

wfp.org/fr



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

10 Résultats de la Première Phase de l'étude sur le coût de la faim en Afrique*

- 1** Aujourd'hui, il y a plus d'enfants qui souffrent d'un retard de croissance en Afrique qu'il y a 20 ans.
- 2** 69 pour cent à 82 pour cent des cas de malnutrition chez l'enfant ne sont pas traités correctement.
- 3** La plupart des coûts de santé liés à la sous-nutrition se produisent avant que l'enfant atteigne un an.
- 4** 7 pour cent à 16 pour cent des redoublements à l'école sont associés au retard de croissance.
- 5** Les enfants souffrant d'un retard de croissance complètent 0,2 ans à 1,2 ans moins d'enseignement scolaire.
- 6** 8 pour cent à 28 pour cent de tous les taux de mortalité infantile sont associés à la sous-nutrition.
- 7** La mortalité associée à la sous-nutrition a réduit les effectifs nationaux de 1 pour cent à 8 pour cent.
- 8** 40 pour cent à 67 pour cent de la population active a souffert d'un retard de croissance pendant l'enfance.
- 9** Les coûts annuels liés à la sous-nutrition infantile peuvent atteindre des valeurs comprises entre 1,9 pour cent et 16,5 pour cent du PIB.
- 10** Éliminer le retard de croissance en Afrique est une étape nécessaire au développement inclusif du continent.

* Sur la base des résultats de quatre pays de la première phase



À propos de l'étude

L'étude sur le coût de la faim en Afrique (CDFA) est un projet dirigé par la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD avec le soutien de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme d'alimentaire mondial (PAM). Le projet est une étude multipays visant à évaluer les coûts économiques et sociaux de la sous-nutrition infantile en Afrique.

Cette initiative régionale est dirigée par le Département des affaires sociales de la Commission de l'Union africaine (CUA), dans le cadre de la Stratégie régionale africaine révisée pour la nutrition (2005-2015),¹ des objectifs du Groupe d'étude régional africain sur le développement de l'alimentation et de la nutrition² et des principes du troisième pilier du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine.³

Au mois de mars 2012, les résultats de l'étude sur le coût de la faim en Afrique ont été présentés aux Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, réunis à Addis-Abeba (Éthiopie). Les Ministres ont adopté la Résolution 898⁴ dans laquelle ils ont confirmé l'importance de l'étude et recommandé sa continuation au-delà de sa phase initiale.

Les principaux exécutants sont les équipes nationales, mises en place dans chaque pays participant et dont les membres appartiennent aux institutions gouvernementales compétentes, comme le ministère de la santé, le ministère de l'éducation, le ministère du développement social, le ministère de la planification, le ministère des finances et l'Institut national de statistique.

L'étude CDFA est en cours dans 12 pays, à savoir: **le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, la Mauritanie, l'Ouganda, le Rwanda, et le Swaziland.** Le présent rapport expose les résultats pour les quatre pays de la première phase à l'initiative CDFA, soit l'Égypte, l'Éthiopie, l'Ouganda et le Swaziland.

Soutien pour CDFA fourni par:



Cadre conceptuel

Le modèle de l'étude sert à évaluer le nombre de cas supplémentaires de morbidité, de mortalité, de redoublement, d'abandon scolaire et de réduction des capacités physiques pouvant être directement attribués au fait qu'un individu a souffert de sous-nutrition avant l'âge de cinq ans.



de 0 à 5 ans

L'enfant sous-alimenté court un risque plus élevé d'anémie, de diarrhée et d'infections respiratoires. Ces nouveaux cas de maladie sont coûteux pour les familles ainsi que pour le système de santé. L'enfant court un risque plus élevé de mourir.



de 6 à 18 ans

L'enfant souffrant d'un retard de croissance court un risque plus élevé de redoubler des classes et un risque plus élevé d'abandonner l'école. Les incidences supplémentaires de redoublements sont coûteuses pour les familles ainsi que pour le système éducatif.



de 15 à 64 ans

Si un enfant abandonne l'école tôt et travaille ensuite dans des activités non manuelles, il ou elle peut être moins productive. Si il ou elle travaille ensuite dans des activités manuelles, ses capacités physiques seront réduites et il/elle pourrait être moins productif. Les personnes qui sont absentes de la population active en raison de la mortalité infantile liée à la sous-nutrition représentent une perte de productivité économique.

Dans le but d'estimer les impacts sociaux pour une année spécifique, le modèle se focalise sur la population actuelle, ensuite identifie le pourcentage de cette population qui a été exposé à la sous-nutrition avant l'âge de cinq ans, puis évalue les retombées connexes présentes au sein de la population pour l'année en cours.

Les estimations des impacts néfastes sur la santé, l'éducation et la productivité sont basées sur le concept du risque relatif (ou différentiel) vécu par les personnes qui souffrent de sous-nutrition.

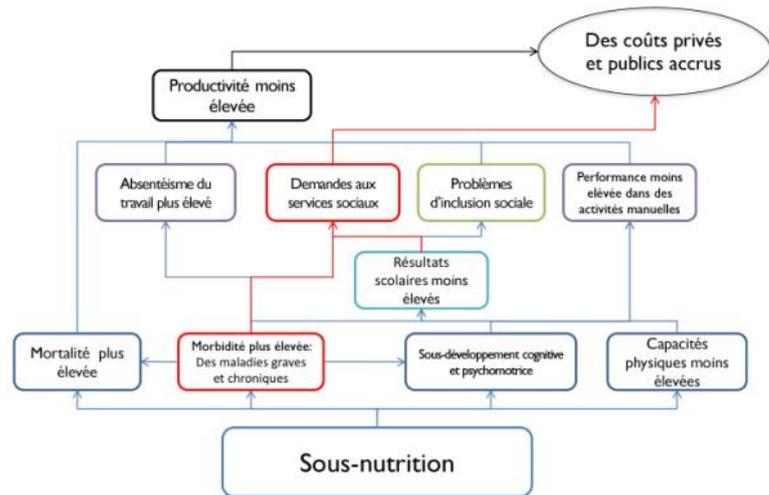
Grâce à ces informations et données économiques, démographiques, nutritionnelles, sanitaires et éducatives fournies par l'équipe nationale de chaque pays, le modèle puis a estimé les pertes économiques connexes dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la productivité potentielle au cours d'une seule année.

Une méthodologie pour l'Afrique

Avec le soutien des experts et des représentants des équipes nationales des pays participants, un cadre conceptuel a été adapté au contexte africain. Ce cadre établit des liens clairs entre les conséquences directes associées à la sous-nutrition, en tenant compte de la structure particulière du marché du travail sur le continent, ainsi que le manque de données fiables. Le résultat permet au modèle de déterminer clairement les limites de l'analyse des coûts aussi bien dans le secteur public que privé, et de faire une démarcation nette entre les coûts directs et coûts d'opportunité qui en résultent.

Le modèle CDFA utilise une analyse bidimensionnelle pour estimer les coûts résultant des conséquences de la sous-nutrition infantile dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la productivité. Une analyse rétrospective des incidences de la sous-nutrition infantile dans un pays donné permet d'évaluer les coûts économiques et sociaux actuels. Pour compléter cette analyse, une dimension prospective est utilisée pour projeter et produire des scénarios pour l'analyse.

Le CDFA est basé sur un modèle initialement conçu pour l'Amérique latine par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Avec le soutien de l'équipe de la CEPALC et du Groupe d'étude régional africain sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le modèle a été adapté en vue d'être utilisé en Afrique.



Modifié de Rodrigo Martínez and Andrés Fernández, Model for analysing the social and economic impact of child undernutrition in Latin America, sur la base de consultations menées par des auteurs.

Concepts et termes clés

Faible poids à la naissance (FPN): Un(e) nouveau-né(e) est considéré(e) comme ayant un faible poids de naissance lorsqu'il/elle pèse moins de 2 500 grammes.⁵

Faim chronique: Situation de personnes dont les apports alimentaires, jour après jour, ne couvrent pas leurs besoins énergétiques minimum conduisant à la sous-nutrition.⁶

Insuffisance pondérale: Mesurée en comparant le poids-pour-âge d'un enfant par rapport à ceux d'un enfant du même âge qui est bien nourri et en bonne santé dans la population de référence. Le modèle l'utilise pour analyser l'impact de la malnutrition des enfants sur la santé.⁷

Malnutrition: Ce terme dans son sens large correspond à une série de conditions entravant la bonne santé, causées par des rations alimentaires insuffisantes ou déséquilibrées, ou par une mauvaise assimilation de la nourriture consommée. Se réfère aussi bien à la sous-alimentation (privation de nourriture) qu'à la suralimentation (apports alimentaires excessifs par rapport aux besoins énergétiques).⁸

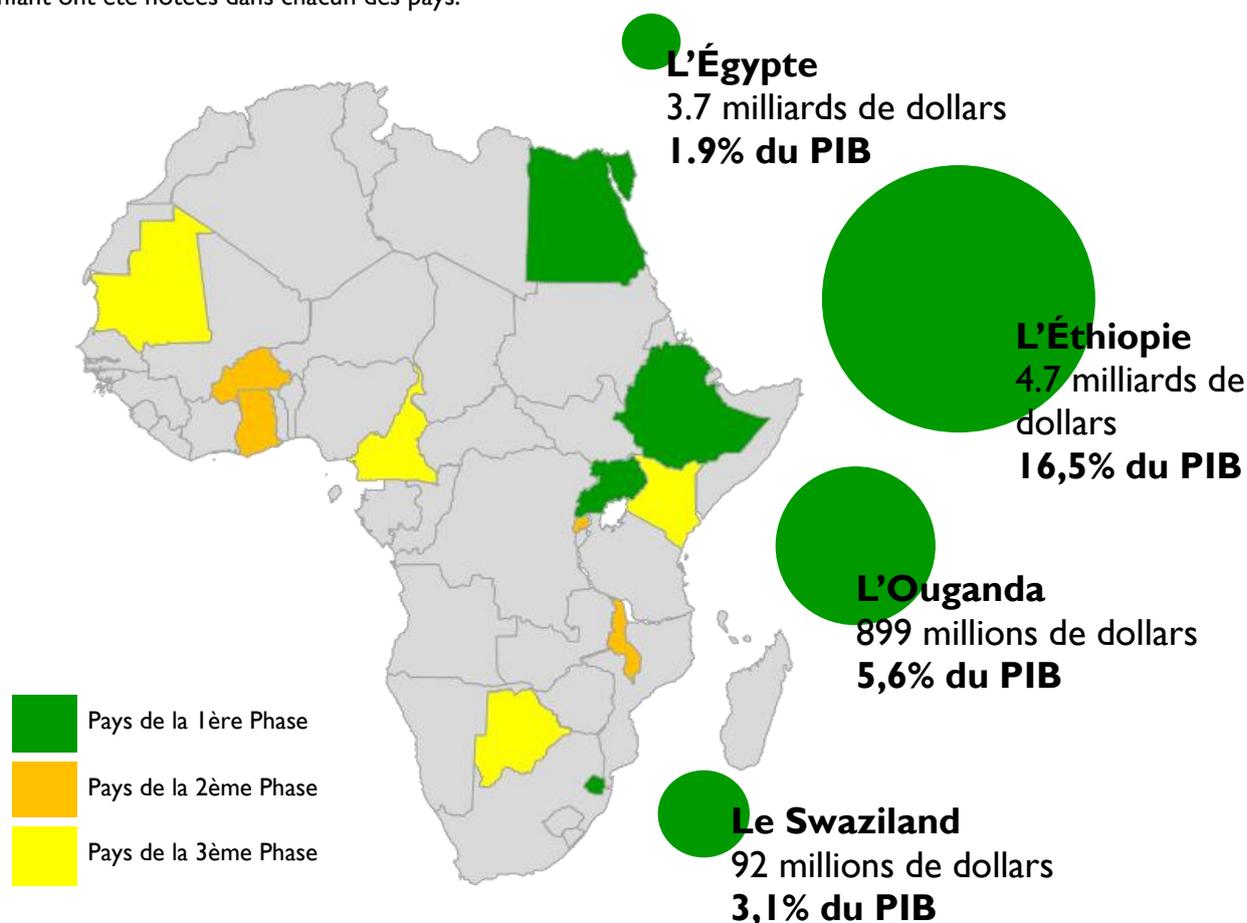
Restriction de croissance intra-utérine (RCIU): Un enfant est considéré comme ayant une RCIU lorsqu'il/elle se situe en-dessous du 10 pour cent percentile du poids à la naissance sexospécifique recommandé pour les courbes de référence de l'âge gestationnel.⁹

Retard de croissance: Reflète l'insuffisance de taille-pour-âge; indicateur primaire d'une malnutrition chronique, calculé en comparant la taille-pour-âge d'un enfant par rapport à celle d'un enfant du même âge qui est bien nourri et en bonne santé dans la population de référence. Le modèle l'utilise comme indicateur pour analyser l'impact sur les résultats scolaires et la productivité.¹⁰

Sous-nutrition infantile: Le résultat de faibles niveaux prolongés d'alimentation (la faim) et/ou de la faible absorption de la nourriture consommée. Il est généralement appliqué à une carence énergétique ou protéique, mais il peut se rapporter également aux carences en vitamines et minéraux. Les mesures anthropométriques (retard de croissance, insuffisance pondérale et gaspillage) sont les indicateurs de sous-nutrition les plus largement utilisés.¹¹

Résultats des pays de la première phase

Selon les premiers résultats de l'étude sur le coût de la faim en Afrique, les pertes annuelles suivantes liées à la sous-nutrition chez l'enfant ont été notées dans chacun des pays.



L'incidence sociale et économique dans le domaine de la santé

Lorsqu'un enfant est exposé à la sous-nutrition, il risque davantage de connaître certains problèmes de santé.¹² Des études ont montré que les enfants de moins de cinq ans exposés à la sous-nutrition sont plus susceptibles de contracter l'anémie, les diarrhées aiguës, les infections respiratoires aiguës, et la fièvre. Le traitement de la sous-nutrition et des maladies connexes est un coût critique et récurrent pour le système de santé. Le traitement d'un enfant souffrant d'une grave sous-nutrition, par exemple, nécessite un protocole complet qui coûte souvent très cher, tant sur le plan financier qu'au point de vue des efforts nécessaires pour prévenir la sous-nutrition, surtout quand d'autres maladies sont également présentes.¹³ Le diagramme ci-dessous résume, pour chaque pays, les coûts totaux résultant de ces cas supplémentaires de morbidité.

Pays	Enfants souffrant d'insuffisance pondérale	Épisodes supplémentaires de morbidité	Coût économique		Proportion incombant aux familles
			Monnaie locale	Dollars (millions)	
L'Égypte	658 516	901 440	1,1 milliards d'EGP	213	73%
L'Éthiopie	3,0 millions	4,4 millions	1,8 milliards d'ETB	155	90%
Le Swaziland	9 645	25 446	60,1 millions de SZL	7	88%
L'Ouganda	975 450	1,6 millions	525,8 milliards d'UGX	254	87%

La recherche montre que les enfants sous-alimentés, de moins de 5 ans présentent un risque accru de mourir.¹⁴ Les coûts associés à la mortalité sont identifiés en pertes de productivité nationale. Si ces enfants avaient atteint l'âge adulte, ils auraient pu contribuer à l'économie. Le tableau (ci-dessus, à droite) met en évidence le nombre d'enfants qui sont décédés suite à des maladies liées à la sous-nutrition et le pourcentage de mortalité infantile qui peut être attribuée à la sous-nutrition.

	Nombre de décès associés à la sous-nutrition (5 dernières années)	Pourcentage de la mortalité infantile associée à la sous-nutrition
L'Égypte	28 102	11%
L'Éthiopie	378 591	28%
Le Swaziland	1 351	8%
L'Ouganda	110 220	15%

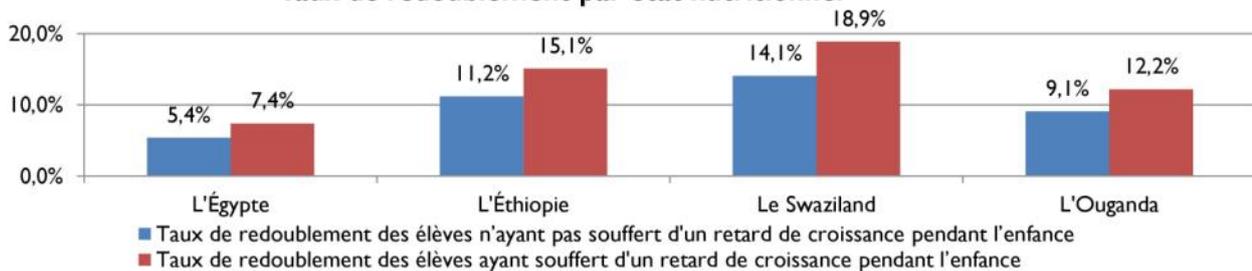
L'incidence sociale et économique dans le domaine de l'éducation

Impact de la sous-nutrition sur les redoublements

Il n'y a pas de cause unique du redoublement et de l'abandon scolaire ; cependant, on estime que les élèves ayant connu un retard de croissance avant l'âge de cinq ans ont des capacités cognitives réduites et sont donc plus susceptibles de redoubler.¹⁵ Le graphique ci-dessous compare, pour chaque pays, le taux de redoublement des enfants n'ayant pas eu un retard de croissance et celui des enfants ayant eu un retard de croissance.

Les redoublements ont un coût aussi bien pour la famille des élèves que pour le système d'éducation, puisqu'il leur faut prendre en charge une année scolaire supplémentaire. Le tableau ci-dessous met en évidence les coûts économiques de chaque redoublement associé à la sous-nutrition chez l'enfant. Dans chacun des pays, le coût d'un redoublement au second cycle est beaucoup plus élevé qu'au premier cycle; cependant, la majorité des redoublements survient pendant les années de l'école primaire.

Taux de redoublement par état nutritionnel

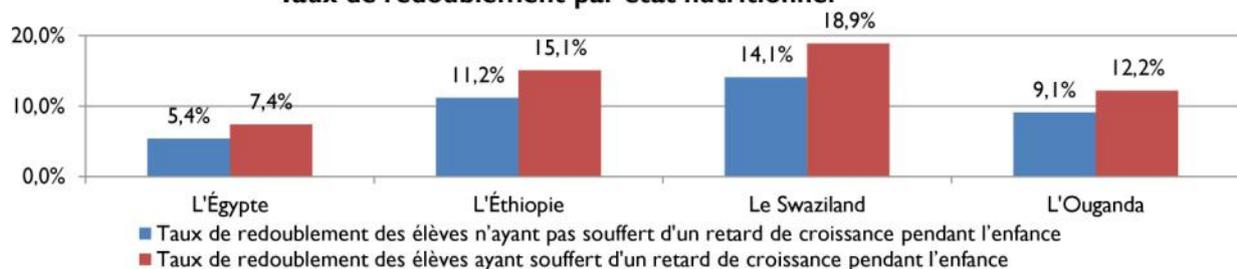


Pays	Enfants d'âge scolaire souffrant d'un retard de croissance	% de redoublements associés au retard de croissance	Coût économique		Proportion incombant au système d'éducation
			Monnaie locale	Dollars	
L'Égypte	7,9 millions	10%	271 millions d'EGP	49 millions	68%
L'Éthiopie	17,4 millions	15,8%	93 millions d'ETB*	8 millions*	36%
Le Swaziland	158 228	10,1%	6 millions de SZL	0,7 millions	70%
L'Ouganda	5,8 millions	7,3%	20 milliards d'UGX	9,5 millions	46%

Impact de la sous-nutrition sur la poursuite de la scolarité

Les élèves qui sont exposés à la sous-nutrition risquent davantage de quitter l'école que les élèves qui ont connu une enfance en bonne santé.¹⁶ Les données auprès des pays de la première phase montrent que la scolarité d'un élève ayant eu un retard de croissance dure 1,2 année moins que celle d'un élève qui n'a jamais souffert de sous-nutrition. Le graphique ci-dessous montre le nombre d'années de scolarisation prévues. Comme indiqué, les pays où les enfants ont, en général, un faible niveau de scolarisation, affichent des différences plus marquées entre les enfants ayant souffert d'un retard de croissance et ceux qui n'ont jamais été exposés à la sous-nutrition.

Taux de redoublement par état nutritionnel



Toutefois, l'impact de l'abandon scolaire n'est pas ressenti immédiatement. Les coûts économiques se manifestent plutôt lorsque la population est en âge de travailler, puisque les personnes qui ont passé moins d'années à l'école risquent d'être moins productives et de gagner moins d'argent.¹⁷ Les considérations relatives aux pertes associées à une scolarité réduite sont décrites dans la section suivante.

L'incidence sociale et économique dans le domaine de la productivité

Pertes de revenus potentiels

Le modèle estime que de 40 pour cent à 67 pour cent de la population active dans les 4 pays ont souffert d'un retard de croissance pendant l'enfance. D'une part, la recherche montre que les adultes qui ont souffert de retard de croissance pendant l'enfance sont moins productifs que les travailleurs qui n'en ont pas souffert et sont moins aptes à contribuer à l'économie.¹⁸

L'impact de la productivité moins élevée varie en fonction de la structure particulière du travail du pays, du type de succès économique réalisé par l'individu. Pour les personnes engagées dans des activités non manuelles, les niveaux de revenu moins élevés sont directement proportionnels au nombre d'années de scolarité moins effectuées.⁹ D'autre part, la recherche montre que les personnes ayant souffert d'un retard de croissance, engagées dans des activités manuelles, ont des capacités physiques réduites à l'âge adulte²⁰ et sont plus susceptibles d'être moins productif dans des activités manuelles que des personnes qui n'ont jamais souffert d'un retard de croissance.²¹ Par conséquent, les pertes de productivité sont classées en pertes de productivité potentielle encourues par les personnes vivant d'activités manuelles et d'activités non manuelles. Ces pertes sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Pays	Population active ayant souffert d'un retard de croissance (de 15 à 64 ans)		Perte de productivité pour les activités manuelles		Perte de productivité pour les activités non manuelles	
	Nombre	Prévalence estimée	Monnaie locale	Dollars	Monnaie locale	Dollars
L'Égypte	20 millions	41%	10,7 milliards d'EGP	2,0 milliards	2,7 milliards d'EGP	484 millions
L'Éthiopie	26 millions	67%	12,9 milliards d'ETB	1,1 milliards	625 millions d'ETB	53 millions
Le Swaziland	270 188	40%	126 millions de SZL	15 millions	251 millions de SZL	30 millions
L'Ouganda	8 millions	54%	417 milliards d'UGX	201,5 millions	241 milliards d'UGX	116,5 millions

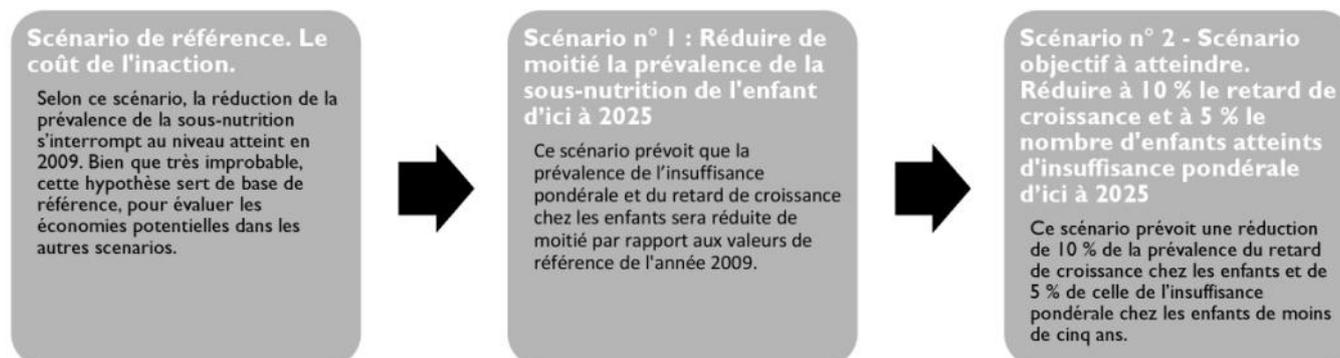
Pertes de productivité dues aux heures de travail perdues à cause de la mortalité

Comme indiqué dans la section concernant la santé de ce rapport, les enfants exposés à la sous-nutrition ont un risque de mortalité plus élevé que ceux qui ne souffrent pas d'insuffisance pondérale. Outre le problème social évident associé à une mortalité accrue, il y a aussi un coût économique connexe. Le modèle CDFA estime la proportion de la mortalité infantile associée à la sous-nutrition, et puis estime la productivité potentielle de ces personnes décédées qui seraient aujourd'hui en âge de travailler (de 15 à 64 ans). De plus, le modèle utilise les données actuelles sur les revenus pour estimer les pertes de productivité, aussi bien du point de vue des revenus que des heures de travail perdues. Selon ces estimations, des pays perdent de 1 pour cent à 8 pour cent d'heures de travail à la suite de ces mortalités liées à la sous-nutrition. Dans de nombreux pays, ceci est le coût de productivité plus important lié à la sous-nutrition.

	Total des heures de travail annuelles perdues	Coût en monnaie locale	Coût en dollars
L'Égypte	857 millions	5,4 milliards d'EGP	988 millions
L'Éthiopie	4,7 milliards	40,1 milliards d'ETB	3,4 milliards
Le Swaziland	37 millions	340 millions de SZL	40 millions
L'Ouganda	943 millions	657 milliards d'UGX	317 millions

Scénarios

Le modèle est en mesure de produire des données de référence pour plusieurs scénarios, sur la base des objectifs nutritionnels établis dans chaque pays. Les scénarios sont conçus selon l'estimation de valeur nette actualisée des coûts des enfants nés chaque année, entre 2009 et 2025. Tandis que dans la section précédente les coûts des tendances historiques de sous-nutrition encourus en une seule année, ces coûts représentent les valeurs actuelles et les revenus générés par les enfants nés entre 2009 et 2025.



Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, ces avantages économiques présentent une occasion pour aider à monter un dossier pour accroître les investissements dans le domaine de la nutrition. Avec ces informations, les pays peuvent avoir un point de repère pour accroître les investissements, et être, en même temps, capable de comparer les gains économiques potentiels aux taux de retard de croissance réduits.

Pays	Scénario n° 1 : Réduire de moitié la prévalence de la sous-nutrition de l'enfant d'ici à 2025			Scénario n° 2 - Scénario 'objectif à atteindre': "10 et 5% d'ici à 2025"		
	Pourcentage annuel de réduction du retard de croissance nécessaire	Économies potentielles totales	Économies moyennes annuelles	Pourcentage annuel de réduction du retard de croissance nécessaire	Économies potentielles totales	Économies moyennes annuelles
L'Égypte	0,9%	11,7 milliards d'EGP	732 millions d'EGP (133 millions de dollars)	1,2%	14,4 milliards d'EGP	907 millions d'EGP (165 millions de dollars)
L'Éthiopie	1,5%	71 milliards d'ETB	4,4 milliards d'ETB (376 millions de dollars)	2,3%	148 milliards d'ETB	9,2 milliards d'ETB (784 millions de dollars)
Le Swaziland	0,9%	402 millions de SZL	25 millions de SZL (3 millions de dollars)	1,2%	511 millions de SZL	32 millions de SZL (4 millions de dollars)
L'Ouganda	1,1%	2 800 milliards d'UGX	179 milliards d'UGX (88 millions d'UGX)	1,6%	300 milliards d'UGX	267 milliards d'UGX (132 millions de dollars)

Conclusions

L'étude sur le coût de la faim est une étape importante pour mieux comprendre que la nutrition des enfants et le développement humain peuvent jouer un rôle de catalyseur, ou de contrainte, dans la transformation sociale et économique de l'Afrique. Les conclusions suivantes sont basées sur les résultats des pays de la première phase, l'Égypte, l'Éthiopie, le Swaziland et l'Ouganda.

Secteur de santé

- La sous-nutrition infantile génère des coûts dans le domaine de la santé qui représentent, en moyenne, entre 1 pour cent et 11 pour cent du budget public total alloué à la santé. Ces coûts sont dus à des épisodes directement associés à la quantité supplémentaire et à l'intensité des maladies qui affectent les enfants présentant une insuffisance pondérale et les protocoles nécessaires à leur traitement.
- La grande majorité des personnes souffrant de ces épisodes, soit 69 pour cent à 82 pour cent, ne cherchent pas de soins médicaux ou sont traités à la maison, ce qui augmentent davantage le risque de complications et attestent d'une demande non satisfaite pour les soins de santé.

L'élimination des inégalités en termes d'accès aux soins de santé est un élément clé de l'agenda de transformation sociale en Afrique, qui exige, comme condition préalable, la réduction de l'écart de couverture rurale/urbaine. Vu que l'assurance-maladie se répand dans les zones rurales, il y aura une augmentation de personnes qui consulteront un médecin; cela pourrait déprécier l'efficacité du système à offrir des services de soins appropriés. Cette étude montre qu'une réduction de la sous-nutrition infantile pourrait faciliter

l'efficacité de cette expansion tout en réduisant le fardeau supplémentaire généré par les besoins de santé des enfants présentant une insuffisance pondérale.

Secteur de l'éducation

- De 2 pour cent à 4,9 pour cent des enfants qui ont souffert de retard de croissance courent plus de risques de redoubler des classes.
- En outre, de 7 pour cent à 16 pour cent de tous les redoublements de classe sont associés à un taux de redoublement supérieur chez les enfants exposés à un retard de croissance pendant l'enfance, à majorité (90 pour cent) de ces redoublements, qui se produit au premier cycle.
- Ces chiffres suggèrent qu'une réduction de la prévalence de retard de croissance pourrait appuyer une amélioration de la qualité de l'enseignement dans les écoles, afin d'alléger les fardeaux évitables du système éducatif.

L'augmentation des niveaux d'études de la population et la maximisation des capacités de production des dividendes de la population africaine, sont un élément essentiel pour accroître la compétitivité et l'innovation sur le continent. Il s'agit d'une opportunité particulière et formidable pour l'Afrique subsaharienne, où la population de moins de 5 ans est estimée à 40 pour cent de la population totale. Les enfants et les jeunes doivent être équipés de compétences nécessaires pour un travail concurrentiel. De ce fait, les causes sous-jacentes des mauvais résultats scolaires et de l'abandon précoce seront examinées. Comme il n'y a pas de cause unique de ce phénomène, une stratégie globale doit être mise en place pour améliorer la qualité de l'éducation ainsi que les conditions requises pour la fréquentation scolaire. Cette étude démontre que le retard de croissance est un obstacle à la fréquentation et à la rétention scolaires. Cette barrière doit être délogée pour rehausser, de manière plus efficace, les niveaux d'éducation et améliorer les possibilités de travail à l'avenir.

Productivité de la main-d'œuvre

- Actuellement, 40 pour cent à 69 pour cent de la population active dans les pays analysés a connu un retard de croissance
- Cette population a, en moyenne, complété moins d'années de scolarité (allant de 0,2 à 1,2 ans de moins) par rapport aux personnes n'ayant pas eu de retard de croissance
- La population active a diminué de 1 pour cent à 8 pour cent en raison de la mortalité infantile associée à la sous-nutrition.

Sur le continent, plus de la moitié de la population est censée vivre dans les villes d'ici à 2035.²² Un élément important pour préparer ce changement est d'assurer que la population active est prête à faire une transition vers une main-d'œuvre plus qualifiée, et que les économies sont en mesure de créer de nouveaux emplois afin de réduire le chômage des jeunes, de prévenir le retard de croissance chez l'enfant, d'éviter ainsi la perte de capacités physiques et cognitives qui entrave la productivité individuelle, et d'offrir aux citoyens une égalité des chances pour réussir dans la vie.

Économies Potentielles

- Le modèle estime qu'une réduction de moitié de la prévalence d'ici à 2025 pourrait produire des économies moyennes annuelles de 3 millions à 376 millions de dollars pour les pays analysés.
- Un scénario supplémentaire estime qu'une réduction à 10 pour cent du retard de croissance et à 5 pour cent l'insuffisance pondérale pourrait rapporter des économies moyennes annuelles de 4 à 784 millions de dollars.
- An additional scenario estimates that a reduction to 10 percent stunting and 5 percent underweight could yield annual average savings from US\$ 4 millions to US\$ 784 millions.

Cet avantage économique, qui entraînerait une diminution des taux de morbidité, une baisse des taux de redoublement et une augmentation de la productivité du travail manuel et non manuel, présente un argument économique important pour une augmentation des investissements consacrés à la nutrition infantile. Cela ne servira non seulement les personnes touchées par la sous-nutrition, mais aussi la société dans son ensemble.

Politiques fondées sur des données probantes et Collaboration Sud-Sud

- Le CDFA est également un exemple important de la collaboration Sud-Sud pour la mise en œuvre d'activités rentables en matière de développement et de partage des connaissances. Il a démontré que le développement et les outils d'exécution qui sont particulièrement sensibles aux conditions du continent sont réalisables.
- Enfin, cette étude illustre le rôle précieux que les données fiables et la recherche soutenue par les gouvernements

peuvent jouer pour faire la lumière sur les questions pertinentes pour le continent. En Afrique, bien que la disponibilité de données uniformes et accessibles soit limitée, les résultats de l'étude sur le coût de la faim peuvent permettre de placer la question de la nutrition infantile au premier rang des préoccupations en matière de développement.

Recommandations Stratégiques

Le retard de croissance est un indicateur utile pour des politiques sociales efficaces

Les causes et les solutions de la sous-nutrition chronique sont liées à des politiques sociales multisectorielles. À ce titre, la réduction du retard de croissance nécessitera des interventions dans les secteurs de la santé, l'éducation, la protection sociale et des perspectives de développement de l'infrastructure sociale. Le retard de croissance peut être un indicateur efficace pour le succès dans les programmes sociaux plus vastes.

Des objectifs très ambitieux sont nécessaires afin d'aborder le retard de croissance.

Cette étude encourage les pays de n'être pas contents avec des niveaux acceptables d'enfants qui sont dans une situation défavorisée à cause d'un retard de croissance, et qu'une égalité des chances doit être l'aspiration du continent. Dans ce sens, il est recommandé qu'Afrique s'est fixée des objectifs très ambitieux pour réduire le retard de croissance dépassant une réduction proportionnelle, et d'établir une valeur absolue à 10 pour cent comme l'objectif pour la région. Des pays avec des niveaux de retard de croissance élevés ou très élevés (plus de 30 pour cent) pourraient poursuivre un objectif intermédiaire, à 20 pour cent.

Un problème à causes multiples, exige une solution multisectorielle

La réalisation de cet objectif ambitieux requiert des initiatives dans des secteurs, autre que celui de la santé. Pour avoir un impact décisif sur l'amélioration de la nutrition infantile, une approche multisectorielle globale doit être mise en place, soutenue par une forte volonté politique et l'allocation de ressources adéquates pour sa mise en œuvre.

Les économies rurales efficaces et les régimes de protection sociale efficaces sont des facteurs clés d'un réduction durable de la sous-nutrition infantile

Favoriser les économies rurales, en améliorant la productivité des activités agricoles et en élargissant les activités de soutien non agricoles, est l'élément clé pour accélérer la réduction des taux de sous-nutrition. Les efforts réalisés par le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et le développement des chaînes de valeur des produits agricoles stratégiques peuvent être des éléments essentiels sur lesquels les efforts devraient être concentrés dans les années à venir. En outre, il est important d'examiner le rôle des programmes de protection sociale dans la réduction de la faim et la malnutrition, afin d'obtenir une combinaison appropriée des transferts et des services qui est adéquate pour chaque contexte.

Le développement durable nécessite une robuste capacité nationale

Pour assurer la viabilité de ces actions, lorsque cela est possible, le rôle de l'aide internationale doit être complémentaire aux investissements réalisés à l'échelle nationale et des efforts supplémentaires devraient être faits pour assurer le renforcement des capacités nationales en matière de sous-nutrition infantile.

Le suivi est nécessaire pour le progrès

Pour mesurer les résultats de la prévention du retard de croissance, à court terme, une approche plus systématique avec une périodicité plus courte est recommandée, par exemple deux ans entre chaque évaluation. Etant donné que la prévention de la sous-nutrition infantile doit cibler les enfants avant l'âge de deux ans, ces résultats fourniraient des informations aux décideurs et acteurs du développement sur l'efficacité des programmes de nutrition et de protection sociale.

Un engagement à long terme est nécessaire pour atteindre les résultats

Le CDFA est une occasion privilégiée d'incorporer la nutrition dans la stratégie visant à assurer le développement durable de l'Afrique. A l'approche de l'échéance des Objectifs de développement du millénaire des Nations Unies, de nouvelles priorités et objectifs seront formulés pour guider l'élaboration de politiques de développement dans les années à venir. Il est convenu ainsi d'accorder une attention prioritaire de l'élimination du retard de croissance, non seulement dans les forums traditionnels, mais également lors des discussions plus larges sur le développement, afin de considérer ce phénomène comme un péril à la transformation économique de l'Afrique.

Réactions vis-à-vis de l'Étude sur le coût de la faim en Afrique

“L'étude sur le coût de la faim nous a fourni une base de données probantes pour promouvoir la sécurité alimentaire, la communication, le plaidoyer et le discours politique autour de la question de la nutrition. L'étude a révélé que nous ne pouvons plus nous permettre d'avoir des taux de prévalence élevés en matière de sous-nutrition et nous a fourni la justification pour accroître les investissements en faveur des interventions de nutrition et pour assurer la sécurité alimentaire et la bonne nutrition.”

- Amama Mbabazi of Uganda, Premier Ministre de l'Ouganda

“Il s'agit de dividendes démographiques. Et je ne peux imaginer une meilleure façon de commencer à gagner ces dividendes – et lorsque nous parlons de préparer nos jeunes, de préparer nos enfants, [nous devrions penser] en termes de nutrition et de les aider à devenir finalement des membres productifs de leur communauté. Nous allons utiliser [l'étude] pour planifier notre agenda 2015 et c'est ce que nous envisageons de faire.”

- Commissaire aux affaires sociales de l'UA, Mustapha Kaloko, AUC

“Je pense que nous avons fait valoir aux ministres des finances, du développement économique et de la planification, la nécessité pour nous d'investir beaucoup dans le capital humain. C'est une des voies qui rendra cette transformation possible. Ce que nous n'avons pas assez dit, c'est comment développer le capital humain... le capital humain commence avec les enfants et si nous ne prenons pas soin d'eux en termes de nutrition, les coûts seront très élevés.

Nous parlons toujours de rendements sur les investissements et les rendements sur cet investissement, en particulier, sont sous-évalués. Il s'agit d'un investissement unique et important, pour lequel nous devons plaider en de termes beaucoup plus convaincants. C'est pourquoi les recherches menées en Afrique et des contributions basées sur la recherche sont extrêmement importants. « Et cette étude a déjà accompli cela avec ses rapports.”

- Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la CEA

“Comme en Amérique latine, l'analyse en Afrique montre qu'au-delà des dimensions sociales et éthiques — la sous-nutrition et ses conséquences ont un impact majeur sur les économies, et il s'agit là d'un avertissement pour que des mesures soient être prises de toute urgence. En outre, cette étude est particulièrement pertinente pour la CEPALC puisque c'est un bon exemple de coopération Sud - Sud et puis elle témoigne de l'importance du partage des expériences, des cadres d'analyse et des méthodologies entre l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes...”

- Alicia Bárcena, Secrétaire exécutif de la CEPALC

L'Étude sur le coût de la faim en Afrique n'aurait pu se produire à un meilleur moment quand une attention considérable a été consacrée à l'élimination de la faim et de la malnutrition afin de stimuler et de accélérer le développement sur le continent.

À cette fin, les résultats de L'Étude sur le coût de la faim s'avèrent essentiels pour donner les communautés de la nutrition et du développement la preuve nécessaire et des bons arguments pour investir dans la nutrition. Cette étude nous fournit une opportunité unique pour définir des politiques fondées sur des preuves empiriques meilleures et développer des programmes efficaces.

- Dr. Ibrahim Assane Mayaki, NEPAD CEO

“Ce sont des données convaincantes et je suis aussi très heureuse d'entendre l'enthousiasme et l'intérêt. Cet exercice est un solide partenariat et il est très encourageant d'entendre parler [des partenaires]. Le plus important est que nous avons entendu le vif intérêt des gouvernements nationaux parce que ce sont les gouvernements nationaux qui doivent définir et appliquer les politiques. C'est là qu'on intervient, comme des défenseurs.”

- Elisabeth Rasmusson, Directeur exécutif adjoint du PAM

“Je tiens à féliciter ce projet. C'est une révélation, et il doit être encouragé. Nous sommes reconnaissants de faire partie de cet important événement. Nous savons, nous n'avons pas les moyens de tout changer tout du jour au lendemain, mais nous avons beaucoup fait déjà.”

- Prince Hlangusemphi Dlamini, Ministre de la planification économique et du développement du Swaziland

“Nous nous penchons toujours [généralement] sur l'aspect « œuvre de bienfaisance ou dépenses » de cette question [de nutrition]. Cette question doit être considérée comme un investissement, non pas comme un coût supplémentaire de dépenses ou de charité.”

- Mohamed Edrees, Ambassadeur d'Égypte auprès de l'Union Africaine

Citations

- ¹ *African Regional Nutrition Strategy: 2005-2015*, report (Addis Ababa: African Union), http://www.who.int/nutrition/topics/African_Nutritional_strategy.pdf
- ² *Declaration of the Abuja Food Security Summit*, Declaration (Abuja: African Union, 2006).
- ³ "Pillar 3: Food Supply and Hunger," CAADP, accessed September 26, 2013, <http://www.nepad-caadp.net/pillar-3.php>.
- ⁴ "Resolution 898: The Cost of Hunger in Africa: Social and Economic Impacts of Child Undernutrition," in *Report of the Committee of Experts of The Fifth Joint Annual Meetings of the AU Conference of Ministers of Economy and Finance and ECA Conference of African Ministers of Finance, Planning And Economic Development* (Addis Ababa: African Union, 2012), pg. 15, http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/COM/com2012/com2012-reportcommittee-of-experts_en.pdf.
- ⁵ "Hunger Portal," Food and Agriculture Organization of the United Nations: Hunger Portal, What is chronic hunger?, accessed September 29, 2013, <http://www.fao.org/hunger/en/>.
- ⁶ "Hunger Portal," Food and Agriculture Organization of the United Nations: Hunger Portal, Undernutrition, accessed September 29, 2013, <http://www.fao.org/hunger/en/>.
- ⁷ "Interuterine Growth Retardation in Newborn Children," WHO, accessed October 1, 2013, <http://www.who.int/ceh/indicators/iugrnewborn.pdf>.
- ⁸ "Health Status Statistics: Morbidity," WHO, Newborns with low birth weight (percentage), accessed September 29, 2013, <http://www.who.int/healthinfo/statistics/indlowbirthweight/en/>.
- ⁹ "Hunger Portal," Food and Agriculture Organization of the United Nations: Hunger Portal, Malnutrition, accessed September 29, 2013, <http://www.fao.org/hunger/en/>.
- ¹⁰ "Child Growth Indicators and Their Interpretation," WHO, Low height-for-age, accessed September 29, 2013, <http://www.who.int/nutgrowthdb/about/introduction/en/index2.html>.
- ¹¹ "World Food Programme Fighting Hunger Worldwide," FAQs, NUTRITION, accessed September 29, 2013, <http://www.wfp.org/hunger/faqs>.
- ¹² Amy L. Rice et al., "Malnutrition as an underlying cause of childhood deaths associated with infectious diseases in developing countries," *Bulletin of the World Health Organization* 78, No. 2000.
- ¹³ WHO, *Management of severe malnutrition: a manual for physicians and other senior health workers* ISBN 92 4 154511 9, NLM Classification: WD 101, 1999.
- ¹⁴ Robert E. Black et al., "Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences," *The Lancet* 371, No. 9608, 2008, doi:10.1016/S0140-6736(07)61690-0
- ¹⁵ Melissa C. Daniels and Linda S. Adair, "Growth in young Filipino children predicts schooling trajectories through high school," *The Journal of Nutrition*, March 22, 2004, jn.nutrition.org.
- ¹⁶ *Ibid*
- ¹⁷ Based on income data from NITs.
- ¹⁸ Melissa C. Daniels and Linda S. Adair, "Growth in young Filipino children predicts schooling trajectories through high school," *The Journal of Nutrition*, March 22, 2004, jn.nutrition.org.
- ¹⁹ Based on income data from NITs.
- ²⁰ C. Nascimento et al., *Stunted Children Gain Less Lean Body Mass and More Fat Mass than Their Non-stunted Counterparts: A Prospective Study.*, report (São Paulo: Federal University of São Paulo, 2004).
- ²¹ Lawrence J. Haddad and Howarth E. Bouis, "The impact of nutritional status on agricultural productivity: wage evidence from the Philippines," *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 53, No. 1, February 1991, doi:10.1111/j.1468-0084.1991.mp53001004.x.
- ²² *World Urbanization Prospects: The 2011 Revision*, report, accessed October 2, 2013, <http://esa.un.org/unpd/wup/pdf/WUP2011>



Crédit photo: couverture: PAM/Diego Fernandez; page 2: PAM/Jacqueline Seeley; cette page: PAM/Vanessa Vick

Soutien
pour CDFA
fourni par:



Programme
Alimentaire
Mondial

